

FAIRE AFFAIRE

avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Juin 2009

VIRAGE TECHNOLOGIQUE À LA COUR SUPRÊME

Page 9

ASSAINISSEMENT DES ÉTANGS BITUMINEUX

Page 4

LE RÔLE DE TPSGC DANS LE BUDGET DE 2009

Page 6



Travaux publics et
Services gouvernementaux
Canada

Public Works and
Government Services
Canada

Canada 

FAIRE AFFAIRE

Le rôle de TPSGC dans le Plan d'action économique du Canada

PAGE 6

TPSGC

Faire affaire express

Les outils et services dernier cri de TPSGC. Parmi les faits saillants, vous pouvez économiser temps et argent en faisant appel aux services de téléconférence du gouvernement. 3

Brancher la population canadienne sur le contenu

Le Programme des services de dépôt distribue les publications du gouvernement aux bibliothèques et gère une base de données centralisée en ligne. 3

Le projet d'assainissement des étangs bitumineux donne un coup de pouce à une entreprise autochtone

Les gouvernements fédéral, provincial et des Premières nations travaillent ensemble pour améliorer l'avenir environnemental et économique des Autochtones dans la région du Cap-Breton. 4

Glossaire des approvisionnements

Que signifie « offre à commandes » exactement? Ce glossaire vous permettra de démystifier le jargon des achats gouvernementaux. 8

Se préparer pour les Jeux olympiques d'hiver de 2010

En tant qu'acheteur et gestionnaire immobilier du gouvernement du Canada, TPSGC est bien occupé à planifier l'année à venir et voir aux préparatifs pour les Jeux olympiques de Vancouver. 11

La sécurité avant tout

Le Secteur de la sécurité industrielle de TPSGC simplifie ses processus et fournit à ses clients des services encore plus rapides et plus efficaces. 12

En page couverture

TPSGC

VIRAGE TECHNOLOGIQUE À LA COUR SUPRÊME

UN PROJET DE MODERNISATION AMÉLIORE L'ACCÈS À LA JUSTICE TOUT EN PRÉSERVANT L'ASPECT PATRIMONIAL DE LA SALLE D'AUDIENCE.

9

Précision :

Le numéro d'hiver 2009 de Faire affaire mentionnait que les billets de train pouvaient être achetés par l'entremise des outils de Travel AcXess Voyage. On peut se procurer des billets de train avec une carte de voyage désignée ou en appelant le centre d'appel de voyages, deux composantes de la solution de gestion des voyages, l'Initiative des services de voyage partagés. Nous nous excusons pour tout inconvenient que cela aurait pu vous causer.

Faire affaire, le bulletin d'information externe de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), appuie le rôle de fournisseur de services communs du Ministère en informant les ministères et les organismes du gouvernement du Canada, la population canadienne et toutes les autres parties intéressées sur les services, les activités, les initiatives et les projets intéressants et novateurs de TPSGC. Rédigé, conçu et publié une fois par trimestre par le Secteur des communications, il est aussi accessible en direct à l'adresse suivante : www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/bulletin/fa-db/nm-ci-fra.html.

Si vous souhaitez recevoir **Faire affaire** régulièrement, remplissez la carte-réponse affranchie ou présentez une demande d'abonnement par Internet en consultant la page Web suivante : www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/bulletin/fa-db/cn-cu-fra.html#abonnezvous.

Faire affaire vous invite à exprimer vos commentaires et vos suggestions d'articles en vous adressant à : Lisa Pridmore Barreca, rédactrice, **Faire affaire**, Secteur des communications, TPSGC, Portage III, 16A1, 11, rue Laurier, Gatineau (Québec) K1A 0S5. Télécopieur : 819-956-0573. Courriel : questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Cette publication est disponible sur demande dans des formats accessibles.

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux (2009) ISSN 1201-7450



FA EXPRESS

Faire affaire express est un bulletin électronique conçu pour vous tenir au courant des nouvelles activités, des nouveaux outils et services de TPSGC. Pour recevoir le bulletin *Faire affaire express*, envoyez votre nom et votre adresse de courriel à questions@tpsgc-pwgc.gc.ca

Voici quelques faits saillants des numéros récents :

Le Service gouvernemental de téléconférence vous fait économiser temps et argent

Vous cherchez un moyen facile de rencontrer vos clients, peu importe où ils se trouvent? Le Service gouvernemental de téléconférence (SGT) offre un moyen rapide et économique de tenir des réunions avec des collègues dans la même ville ou partout au pays. En cette période marquée par des défis économiques mondiaux, l'utilisation d'un outil comme le SGT devient une solution de rechange rentable aux voyages.

Le SGT offre aux employés du gouvernement fédéral des services de téléconférence et de conférence Web tous les jours, 24 heures sur 24. Plus d'une centaine de ministères et d'organismes utilisent déjà ce service pour tenir plus de 250 000 conférences annuellement.

Pour tenir une téléconférence, vous pouvez réserver ou non. De plus, il est possible d'améliorer les téléconférences au moyen du service Web du SGT qui permet, entre autres, d'afficher en temps réel des présentations sur les ordinateurs des participants. Cela permet aussi aux participants de consulter des présentations, des documents, des feuilles de calcul et des sites Web pendant la téléconférence.

Le SGT est disponible en composant le 1 800 226 6338 ou le 613-941-9554.

Remarque : Ce service est réservé aux fonctionnaires fédéraux. Pour utiliser ce service, vous devrez fournir le code de facturation de votre ministère, que vous pouvez obtenir auprès de votre agent des services de télécommunications. **FA**

Brancher la population canadienne sur le contenu!

Le Programme des services de dépôt envoie les publications gouvernementales aux bibliothèques et gère une base de données en ligne

Vous êtes-vous déjà demandé comment les publications du gouvernement du Canada se retrouvent sur les tablettes des bibliothèques aux quatre coins du pays?

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) assure un service qui distribue à grande échelle les livres, les périodiques et toutes les autres publications du gouvernement, de manière à ce que la population canadienne puisse y avoir accès.

Le Programme des services de dépôt (PSD) joue un rôle important, car il permet de veiller à ce que tous les Canadiens aient accès aux informations du gouvernement fédéral, et ce, de manière équitable et opportune. Le PSD agit comme un « guichet unique » qui aide la population canadienne à trouver et à commander des publications du gouvernement du Canada.

« Le PSD est en service depuis plus de 80 ans », déclare Christine Leduc, directrice de la Direction des éditions et du Programme des services de dépôt. « Nous acquérons des catalogues et distribuons des publications du gouvernement du Canada à un réseau canadien de plus de 900 bibliothèques publiques, scolaires, institutionnelles et gouvernementales. »

Par la suite, ces bibliothèques de dépôt mettent leurs collections à la disposition des Canadiens. Les bibliothèques qui conservent des publications gouvernementales sont situées d'un bout à l'autre du pays, de même qu'à l'étranger, permettant ainsi un accès simple et rapide aux renseignements gouvernementaux.

Grâce à quelques clics de souris, il est aussi possible de trouver des ouvrages dans la base de données en ligne des publications du gouvernement du Canada. « Il est possible d'effectuer des recherches dans cette base de données, laquelle comprend plus de 130 000 titres, pour découvrir les nouveautés ou encore trouver des publications diffusées dans le passé », déclare Mme Leduc. Les Canadiens peuvent aussi accéder à plus de 42 000 publications électroniques issues des collections électroniques et télécharger celles qui les intéressent.

Les publications sont disponibles dans une vaste gamme de formats, y compris des livres imprimés, des brochures, des périodiques, des feuilles imprimées (cartes, graphiques, affiches,

etc.) des enregistrements audio et vidéo, des films, des microfilms, des disques compacts, des disquettes ainsi que des documents électroniques. Les publications sont disponibles dans les deux langues officielles.

Le PSD fait partie du programme plus vaste de TPSGC, Éditions et Services de dépôt (ESD). Les publications du gouvernement peuvent être achetées directement au PSD, ou par l'entremise d'un réseau de détaillants et de libraires partout au Canada.

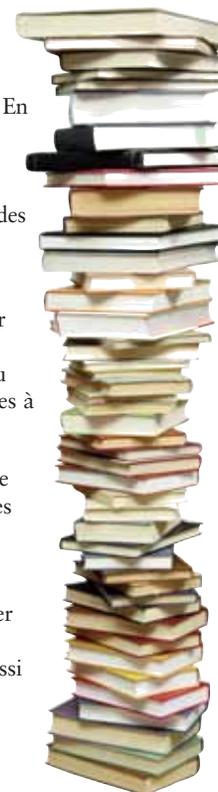
Comment cela fonctionne-t-il?

Les ministères et les organismes fédéraux jouent un rôle important pour ce qui est d'assurer le succès du Programme en fournissant des copies de toutes leurs publications au PSD aux fins de distribution. En tout premier lieu, un ministère communique avec le PSD afin de fournir des renseignements sur les publications et obtenir un numéro international normalisé du livre (ISBN) ainsi qu'un numéro de catalogue du gouvernement du Canada pour une publication précise.

Une fois ces numéros attribués, le Programme détermine le nombre de copies dont il a besoin. Ce nombre variera en fonction de la langue, du sujet et du public cible. En ce qui a trait à des documents très spécialisés, le Programme peut ne nécessiter que 75 copies, et il peut réclamer jusqu'à 350 copies pour des publications plus populaires.

Lorsque le PSD reçoit les publications, il élabore (sur papier et électroniquement) une liste hebdomadaire des publications du gouvernement du Canada obtenues à chaque semaine.

Pour plus de renseignements sur le Programme d'édition et de services de dépôt, pour enregistrer vos publications, ou encore effectuer des recherches dans la base de données en ligne, veuillez consulter le site Internet suivant : <http://publications.gc.ca>. Il est aussi possible de communiquer avec le personnel du Programme au 1-800-635-7943. **FA**



Le projet d'assainissement des étangs de goudron donne un coup de pouce à des entreprises autochtones

Des entreprises de construction autochtones obtiennent des emplois et acquièrent de l'expertise dans le cadre de travaux d'assainissement du bassin de refroidissement



Vaughan Merchant

En concluant des partenariats avec des entreprises autochtones, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse ont franchi une étape importante dans le processus d'assainissement du site des étangs de goudron et des fours à coke de Sydney. Les gouvernements fédéral, provincial et des Premières nations travaillent ensemble pour améliorer l'avenir environnemental et économique des autochtones dans la région du Cap-Breton.

Le projet d'assainissement du bassin de refroidissement faisait partie d'un projet de 400 millions de dollars entrepris conjointement par le gouvernement du Canada et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse dans le but de réparer les dommages environnementaux causés par plus d'un siècle de production d'acier et de coke à Sydney, en Nouvelle-Écosse.

L'entente assure des occasions de passation de marchés aux Premières nations

L'entente de financement conclue entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la Nouvelle-Écosse prévoyait la participation des Premières nations au projet de refroidissement des étangs. En collaboration avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, TPSGC a entrepris des discussions avec les Premières nations du Cap-Breton. Ces discussions ont mené à la conclusion d'une entente entre le gouvernement du Canada, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et les Premières nations qui assuraient la participation des Premières nations.

TPSGC a indiqué la voie à suivre et a aidé le gouvernement de la Nouvelle-Écosse à établir la toute première entente concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones dans la province.

Le programme concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones permet à ces entreprises locales de tirer profit des travaux d'assainissement ainsi que d'acquérir une formation et une expérience de travail dont elles ont besoin pour tenter d'obtenir d'autres projets de construction.

Le projet d'assainissement du bassin de refroidissement a été choisi en 2007 dans le cadre d'un programme pilote pour évaluer et renforcer la capacité des entrepreneurs autochtones afin de favoriser leur acquisition de compétences et pour démontrer leurs capacités.

On a attribué à trois entreprises autochtones une offre à commandes pour des travaux d'assainissement du bassin de refroidissement.

« TPSGC et son partenaire ont permis d'établir un sentiment de confiance envers les compétences de notre peuple et ont amélioré notre capacité de nous mesurer à la concurrence pour accomplir un travail important sur notre territoire et dans l'ensemble du Canada. »

DAN CHRISTMAS,
BUREAU DE LA BANDE DE MEMBERTOU

Assainissement du bassin

Le bassin de refroidissement, un grand réservoir de rétention souterrain rempli d'eau, qui servait auparavant à refroidir l'acier, a été fermé à la fin des années 1990. Le processus de refroidissement a entraîné de fortes concentrations de métaux combinés à des sédiments. L'assainissement du bassin comprenait des travaux de démolition, l'enlèvement et le traitement de

l'eau de surface, la stabilisation et la solidification des boues, ainsi que le recouvrement des matières traitées. Plus de 20 travailleurs autochtones ont participé au projet, qui s'est terminé au printemps 2008.

Le projet s'est avéré fructueux et il ne s'est pas limité aux travaux d'assainissement du site. Les entrepreneurs autochtones qui ont participé à ce projet ont acquis une expérience pratique importante. Dan Christmas, conseiller principal, Bureau de la bande de Membertou, qui est un porte-parole important pour les cinq communautés autochtones du Cap-Breton, était d'avis



Gerry Langille

que le projet concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones était avantageux. « En guidant la Nouvelle-Écosse dans le cadre de son tout premier projet concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones, TPSGC et son partenaire, Nova Scotia Transportation and Infrastructural Renewal, ont permis d'établir un sentiment de confiance envers les compétences de notre peuple et ont amélioré notre capacité de nous mesurer à la concurrence pour accomplir un travail important sur notre territoire et dans l'ensemble du Canada. »

- 1 **Le site du bassin de refroidissement au début du projet d'assainissement.**
- 2 **Le bassin a été assaini et scellé.**
- 3 **Des travailleurs de la construction assainissent le bassin de refroidissement.**



Gerry Langille

Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones

Le projet d'assainissement du bassin de refroidissement a obtenu tellement de succès que le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a élaboré sa toute première stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, en se fondant sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones du gouvernement du Canada.

En s'appuyant sur le modèle fédéral, le gouvernement de la Nouvelle-Écosse a mis sur pied le programme concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones pour l'assainissement du bassin de refroidissement. Il y a ajouté une condition sur la représentation des travailleurs, selon laquelle 75 pour cent des heures de travail sur place devaient être

effectuées par des travailleurs des Premières nations. En définitive, le projet a dépassé les critères de 12 pour cent.

La valeur globale de la stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones de la Nouvelle-Écosse dans le cadre du projet d'assainissement des étangs de goudron comprend jusqu'à dix projets concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones, allant du stockage des matériaux de recouvrement à l'exploitation d'installations de traitement des matériaux. Incluant le projet d'assainissement du bassin de refroidissement, les projets concernant les marchés réservés aux entreprises autochtones représentent une valeur estimative de 19 millions de dollars.

On prévoit que l'assainissement des fours à coke sera terminé d'ici 2011 et que l'assainissement des étangs de goudron sera terminé d'ici 2014.

Pour de plus amples renseignements sur l'assainissement des étangs de goudron et des fours à coke de Sydney, veuillez consulter le site: www.tarpondscleanup.ca.

Pour de plus amples renseignements sur la Stratégie d'approvisionnement auprès des entreprises autochtones, veuillez consulter le site www.ainc-inac.gc.ca/eecd/ab/psa/index-fra.asp. **FA**



Vaughan Merchant

Recommandations et rappels linguistiques

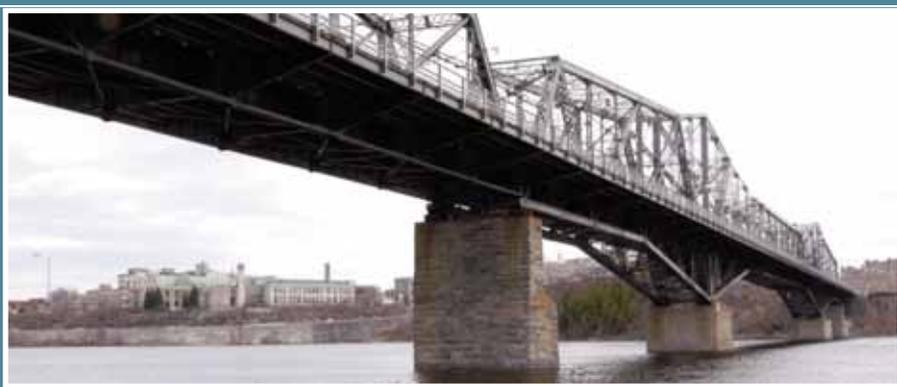
Saviez-vous que vous ne pouvez pas partager vos expériences ni vos opinions?

Consultez la rubrique des recommandations linguistiques du Bureau de la traduction pour obtenir la réponse à cette question et d'autres conseils!

www.bureaudelatraduction.gc.ca



Le rôle de TPSGC dans le Plan d'action économique du Canada



La réparation et la restauration du pont Alexandra qui relie Ottawa à Gatineau ne représentent qu'un des nombreux projets mis de l'avant par TPSGC dans le cadre du budget de 2009.

Lorsque le gouvernement fédéral a déposé son budget en janvier, il a présenté des projets de grande envergure pour Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).

Au cours des deux prochaines années, le Ministère contribuera à stimuler l'économie et à créer des emplois locaux en investissant 400 millions de dollars pour la réparation et la réfection d'infrastructures publiques appartenant à l'État et gérées par TPSGC. Le Ministère aidera également d'autres ministères et organismes à réaliser leurs projets découlant du budget de 2009 ainsi que leurs programmes de travaux courants.

Toutes ces mesures font partie du Plan d'action économique du Canada, la feuille de route du gouvernement fédéral pour stimuler la croissance économique, rétablir la confiance des consommateurs et soutenir la population canadienne durant la récession.

« Par l'entremise du Plan d'action économique du Canada, notre gouvernement veut transformer les défis auxquels nous nous heurtons à court terme en forces sur lesquelles nous pourrions nous appuyer à long terme », a déclaré Christian Paradis, ministre de TPSGC.

« Nous utilisons les fonds considérables accordés dans le cadre du budget de 2009 pour accélérer la réhabilitation d'immeubles et de ponts fédéraux importants. »

CHRISTIAN PARADIS,
MINISTRE DE TPSGC

« Nous utilisons les fonds considérables accordés dans le cadre du budget de 2009 pour accélérer la réhabilitation d'immeubles et de ponts importants, bâtissant ainsi un patrimoine durable d'infrastructures de qualité et créant des emplois partout au pays. »

Projets d'infrastructure de TPSGC

TPSGC, qui est un des plus importants propriétaires de biens et gestionnaires d'immeubles du gouvernement du Canada, a entrepris d'accélérer une partie de ses plans de remise à niveau et d'entretien à long terme et de les réaliser en deux ans.

Les fonds seront répartis dans quatre volets principaux. Le montant le plus important, soit environ 323 millions de dollars, sera consacré à des travaux de réparation et de réfection d'immeubles du gouvernement. Plus de 1 200 projets ont été cernés dans le portefeuille de TPSGC, qui compte 350 immeubles situés partout au Canada. Un montant supplémentaire de 40 millions de dollars permettra d'améliorer l'accessibilité des personnes handicapées aux immeubles fédéraux offrant des services au grand public.

De plus, TPSGC attribuera des contrats d'une valeur totale de 40 millions de dollars pour la réalisation de travaux de réparation et de réfection sur quatre ponts appartenant à l'État : le pont Alexandra et le pont des Chaudières, situés à Ottawa-Gatineau, le pont-jetée La Salle, à Kingston, et le pont levant de Burlington.

Par ailleurs, deux millions de dollars seront affectés à l'élaboration d'un plan visant à étudier des options pour la

reconstruction et l'utilisation future du Manège militaire de Québec. L'an dernier, ce bâtiment historique a été détruit dans un incendie.

Tout de suite après le dépôt du budget, en janvier, TPSGC a commencé à établir un plan exhaustif pour être prêt à entreprendre les travaux au début du nouvel exercice, en avril. En fait, avant le 30 avril, 50 % des contrats de rénovation et de réparation d'immeubles étaient déjà attribués. De plus, à la même date, non seulement les contrats visant le pont Alexandra et le pont-jetée La Salle étaient attribués, mais les travaux étaient déjà en chantier.

Même si TPSGC s'empresse à respecter les engagements qu'il a pris dans le cadre de son budget de 2009, et ce, dans les délais et les budgets fixés, le Ministère s'assure que l'optimisation des ressources, l'équité et la transparence demeurent à l'avant-plan de ses préoccupations, et ce, dans tout ce qu'il fait.

Aider d'autres ministères

De plus, TPSGC fournit des services d'approvisionnement, de gestion immobilière et de traduction ainsi que d'autres services communs à l'appui des ministères et des organismes responsables de projets d'infrastructure découlant du budget de 2009.

Un portail Web a été développé pour fournir aux clients fédéraux un outil de calcul des délais. Cet outil permet aux ministères d'obtenir des estimations des délais pour leurs projets. En outre, le portail leur donne accès à des spécialistes qui pourront leur offrir des services liés aux biens immobiliers, à l'approvisionnement, à la sécurité, à la traduction et aux paiements dans le cadre de tout projet découlant du Plan d'action économique.

Votre ministère ou organisme travaille-t-il à la réalisation d'un projet découlant du budget de 2009? TPSGC peut vous aider! Consultez l'adresse suivante : <http://publiservice.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pa-ap/index-fra.html>. (Ce site n'est accessible qu'aux employés fédéraux.)

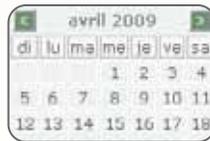
Pour obtenir d'autres renseignements généraux sur le rôle de TPSGC dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, consultez notre site Web, à l'adresse suivante : www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/medias-media/pa-ap/index-fra.html 

Travaillez-vous à la réalisation d'un projet découlant du budget de 2009? TPSGC peut vous aider!

Visitez le portail Publiservice de TPSGC pour savoir comment nous pouvons aider votre ministère ou organisme à planifier vos projets d'infrastructure découlant du budget de 2009 :

<http://publiservice.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pa-ap/>

Il s'agit d'un portail qui vous donnera accès à des fonctions en ligne et à des spécialistes qui pourront vous aider à réaliser vos projets découlant du budget de 2009.



Outil de calcul des délais

Vous avez besoin d'obtenir une estimation du temps requis pour la prestation de services dans le cadre d'un projet découlant du Plan d'action économique du Canada? Essayez l'Outil de calcul des délais, qui se trouve sur le site.



Biens immobiliers

Trouvez le gestionnaire de compte de votre ministère ou organisme qui pourra vous offrir de l'aide sur n'importe quel service immobilier dont vous avez besoin.



Approvisionnements

Peu importe le bien ou le service professionnel dont vous avez besoin dans le cadre du budget de 2009, l'équipe chargée de l'engagement des clients de la Direction générale des approvisionnements de TPSGC peut vous aider à l'acquérir.



Sécurité

Vous trouverez ici toute l'information sur les enquêtes de sécurité sur le personnel ou une organisation dont vous avez besoin pour vos projets découlant du budget de 2009.



Traduction

Les gestionnaires de comptes-clients du Bureau de la traduction peuvent vous aider à vous procurer des services langagiers, comme la traduction et la révision.



Paiements

Le Secteur de la gestion bancaire et de la trésorerie de TPSGC peut vous aider à coordonner tous les paiements fédéraux de grande valeur.

Ce site n'est accessible qu'aux employés fédéraux

Accès rapide

Voici quelques-uns des services les plus répandus de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) et les sites Internet connexes à titre de référence :

Site Web de TPSGC :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca

Demande de renseignements généraux sur TPSGC :
questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Pour les ministères et les organismes fédéraux

Bureau de l'écologisation des opérations gouvernementales :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation

Index des offres à commandes :
<http://soi.tpsgc.gc.ca> ou le 1-866-664-6609

Services professionnels en ligne :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sp-ps/index-fra.html

Centre national d'appels de service :
<http://cnas-clients.tpsgc.gc.ca>
ou le 1-800-463-1850

Office des normes générales du Canada :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ongc

Bureau de la traduction :
www.bureaudelatraduction.gc.ca

Programme des expositions du gouvernement du Canada : www.expo.gc.ca

Pour les entreprises

Accès Entreprises Canada :
<http://contratscanada.gc.ca>
ou le 1-800-811-1148

Bureau des petites et moyennes entreprises :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/pme-sme/index-fra.html

Cote de sécurité :
www.dsici-ciisd.gc.ca

Service électronique d'appels d'offres du gouvernement : www.merx.com

Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement du Canada :
www.opo-boa.gc.ca

Le Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement est une organisation indépendante à vocation horizontale.

Pour la population canadienne

Pavillon du Canada :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/expo/index-fra.html

Carrières à TPSGC :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/carrieres-careers

Information sur la pension et les avantages sociaux (pour les employés actuels ou retraités de la fonction publique fédérale ou de la Gendarmerie royale du Canada) :
<http://pensionetavantages-pensionandbenefits.gc.ca/index.html>

Bureau de pension des Forces canadiennes :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/retraite-forces

Gazette du Canada :
<http://gazetteducanada.gc.ca>

Paiements versés ou reçus par le gouvernement du Canada :
www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/recgen

Distribution des biens de la Couronne :
<http://biensdelacouronne.tpsgc.gc.ca>

Biens immobiliers du gouvernement en vente :
1-888-GOV-LAND

Pour les médias

Demandes des médias relatives à TPSGC :
rcn.relationsmedias@tpsgc-pwgsc.gc.ca
ou le 819-956-2315

Centre des nouvelles du Canada :
www.nouvelles.gc.ca

Renseignements généraux sur les programmes et les services du gouvernement du Canada :
1-800 O-Canada (1-800-622-6232) ou
www.servicecanada.gc.ca

Virage technologique à la Cour suprême



TPSGC

Un projet de modernisation améliore l'accès à la justice tout en préservant l'aspect patrimonial de la salle d'audience

C'est peut-être difficile à voir au premier coup d'œil, mais grâce à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), la Cour suprême du Canada (CSC), à Ottawa, est maintenant à la fine pointe de la technologie.

Il y a deux ans, la salle d'audience du plus haut tribunal du Canada ne comportait qu'une seule prise de téléphone et deux prises de courant. De plus, il était impossible d'y brancher un ordinateur portable à un réseau. Avocats et juges étaient contraints de fouiller à la main dans des piles de documents de preuves plus épaisses que des annuaires téléphoniques! Pour leur part, les journalistes préféraient prendre place à l'extérieur de la salle d'audience pour avoir accès à Internet et transmettre leurs reportages en ligne.

Pour amener la salle d'audience dans l'ère de l'information, TPSGC et la CSC ont

travaillé ensemble à un projet de huit millions de dollars sur deux ans. Les objectifs du projet étaient de moderniser l'accès à l'équipement audiovisuel et à la technologie de l'information (TI) dans la salle d'audience principale ainsi que de rajeunir les systèmes de chauffage, de climatisation, d'électricité et d'éclairage. Après avoir consulté des représentants de la Cour suprême pour connaître leurs besoins pour la salle d'audience principale, TPSGC

« La Cour suprême du Canada rend la justice plus accessible et plus transparente pour la population canadienne. »

LOUIS BISSON,
COUR SUPRÊME DU CANADA

a contribué à la gestion du projet de modernisation et a acheté la technologie et le matériel nécessaires.

En modernisant la salle d'audience, TPSGC facilite la réalisation du mandat du tribunal. La Cour suprême du Canada est la juridiction d'appel finale du pays, le dernier tribunal auquel peuvent s'adresser les parties à un procès, qu'il s'agisse de particuliers ou de gouvernements. Les audiences de la Cour suprême doivent être ouvertes, transparentes et accessibles aux personnes qui font l'objet de poursuites au criminel ou au civil, à leurs avocats et à l'ensemble de la population canadienne.

Les procès se déroulent dans la salle d'audience principale, qui est l'une des pièces les plus importantes et les plus symboliques du Canada. Les personnes qui désirent assister aux audiences peuvent le faire sur place ou encore les écouter en différé sur la Chaîne d'affaires publiques par câble (CPAC).

Un travail par étapes

TPSGC a dû surmonter plusieurs difficultés afin de réaliser le projet. Premièrement, tous les travaux ont dû être menés lorsque le



TPSGC

Des ordinateurs portables sont désormais intégrés aux pupitres, permettant ainsi aux avocats et aux juges d’avoir un accès électronique instantané aux documents et aux éléments de preuve.

tribunal ne siégeait pas, de façon à ne pas nuire aux procédures. Il a donc fallu travailler pendant les pauses estivales de la CSC, soit de juillet à octobre. « Les travaux ont dû être réalisés pendant les périodes d’interruption des audiences, et ils ont dû être réalisés à temps », a indiqué Mark Glassford, architecte de TPSGC qui a participé au projet.

L’une des premières phases du projet portait sur la modernisation du système électrique. « Nous avons cherché à réaliser les travaux de modernisation de la façon la plus discrète possible », a ajouté M. Glassford. Au lieu de faire passer les fils électriques à travers les murs, ce qui aurait pu être invasif, on a donc aménagé les systèmes électriques dans une pièce située en dessous de la salle d’audience et passé les fils à travers le plancher. Après l’électricité, on a pu procéder à la modernisation de l’équipement de TI et du matériel audiovisuel.

Protection du patrimoine

Un autre défi important était d’amener la salle d’audience à la fine pointe de la technologie tout en respectant et en protégeant sa grande valeur patrimoniale.

L’édifice de la Cour suprême est désigné à titre d’édifice à valeur patrimoniale; par conséquent, tous les changements qui y ont été apportés devaient être conformes aux normes de conservation du patrimoine, c’est-à-dire qu’ils devaient respecter la nature traditionnelle de l’aménagement intérieur et extérieur. En fait, avant que ce projet soit réalisé, la salle d’audience était restée pratiquement inchangée depuis 1948.

Même la technologie sans fil la plus avancée ne pouvait pas satisfaire entièrement aux exigences en matière de

sécurité de la Cour suprême. Et il n’était pas question de percer des trous et de passer des fils à travers les nombreux éléments du mobilier à caractère patrimonial!

Pour conserver le caractère classique de la salle d’audience principale, le mobilier a dû être conçu selon le même style afin d’accueillir l’équipement de TI.

Par exemple, les ordinateurs portables sont désormais installés sur un palier encastré à la surface des nouveaux pupitres des avocats. Lorsqu’ils ne sont pas utilisés, les ordinateurs peuvent être refermés et cachés dans les pupitres.

Le mobilier original a été entreposé de façon sécuritaire, en attendant que la technologie sans fil puisse répondre aux exigences du tribunal en matière de sécurité. Dans l’intervalle, l’aspect authentique de la salle d’audience est préservé et le mobilier à valeur patrimoniale est protégé.

La ville d’Ottawa a reconnu les efforts déployés en vue de protéger le caractère patrimonial de la salle d’audience, en décernant au projet le Prix de conservation architecturale de la ville d’Ottawa. Le projet de la CSC a remporté ce prix dans la catégorie « adaptation » (modification d’une ressource patrimoniale en fonction des normes contemporaines, tout en conservant le caractère historique de cette ressource).

Accessibilité accrue

La modernisation de la Cour a rendu la salle d’audience plus accessible à la population canadienne. « L’un des objectifs sous-jacents de la modernisation de la Cour suprême du Canada est d’offrir un meilleur accès à la justice grâce à l’utilisation plus

efficace de la technologie », a indiqué Louis Bisson, gestionnaire de l’infrastructure et de la sécurité de la TI à la CSC.

L’installation de nouvel équipement audiovisuel et de traduction, dont quatre nouvelles caméras, a permis d’améliorer la qualité de la diffusion des audiences du tribunal sur CPAC. Le nouvel équipement a également pour effet d’amener le tribunal dans l’ère des vidéoconférences et de la diffusion sur le Web. « La diffusion des audiences sur le Web permettra de joindre encore plus de Canadiens », a affirmé M. Bisson.

Les travaux ont également permis d’améliorer l’accès au tribunal par les personnes aux prises avec une déficience physique. Le lutrin original a été remplacé par un lutrin à hauteur ajustable pouvant accommoder des personnes de différentes tailles ainsi que des personnes en fauteuil roulant. On a également installé des boucles d’induction permettant de transmettre le son directement du microphone du tribunal aux appareils auditifs de personnes malentendantes.

« Que ce soit en accélérant l’accès aux documents électroniques ou en diffusant ses audiences sur le Web, la CSC rend la justice plus accessible et plus transparente pour la population canadienne », a ajouté M. Bisson.

Aujourd’hui, grâce à TPSGC, les pupitres des avocats et des juges sont équipés d’ordinateurs portables branchés à un réseau protégé leur permettant de partager des documents et d’avoir un accès électronique instantané aux documents et aux éléments de preuve. Les éléments de preuve peuvent désormais être récupérés et affichés sur les écrans à l’intention du jury et de l’auditoire.

De plus, au lieu de chercher à l’extérieur de la salle d’audience un endroit où se brancher à Internet, les journalistes peuvent maintenant s’asseoir à un endroit désigné dans la salle d’audience, où ils peuvent brancher leurs ordinateurs portables.

La salle d’audience modernisée de la Cour suprême facilite non seulement le travail des avocats et des juges, mais elle rend la justice et le système judiciaire plus accessible à la population canadienne.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur la Cour suprême du Canada, consultez le lien suivant : www.scc-csc.gc.ca. **FA**



Stock photo

TPSGC se prépare pour les Jeux olympiques d'hiver de 2010

Dans moins d'un an, des gens de partout dans le monde se retrouveront à Vancouver afin de vivre au rythme des Jeux olympiques d'hiver de 2010. La cérémonie d'ouverture arrive à grands pas, et en tant qu'acheteur et gestionnaire immobilier du gouvernement du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) est bien occupé à voir aux préparatifs connexes.

Location d'une installation destinée à la Gendarmerie royale du Canada (GRC)

Avec le début imminent des Jeux olympiques, la sûreté et la sécurité sont de hautes priorités. TPSGC a collaboré avec la GRC à la location d'une installation qui accueillera le Centre des opérations de la GRC pour les Jeux de 2010. Le Centre sera le siège des activités de la GRC pendant les Jeux. « Compte tenu de l'ampleur des Jeux et du nombre de personnes qui y assisteront, il est primordial que la GRC dispose de la meilleure installation possible », a indiqué Brenda Gable, directrice de l'Unité de services à la clientèle de TPSGC qui est chargée de la coordination des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.

La GRC est satisfaite de l'emplacement de l'installation puisqu'il remplit tous ses critères de logistique. En effet, l'installation est située au centre des différents sites des Jeux et du site d'hébergement de la GRC. De plus, les immeubles et le terrain peuvent être sécurisés au besoin et des places de stationnement sont disponibles pour les véhicules et les autobus de la GRC.

Il était tout aussi important de trouver une installation abordable qui répondait aux besoins de la population canadienne ainsi qu'à ceux de la GRC. « Nous avons réussi à obtenir le meilleur rapport qualité-prix possible pour toutes les parties visées par le bail », a souligné Ed Franklin, un agent de location de TPSGC qui a travaillé au projet.

Des Jeux plus verts

Dans le cadre de l'organisation des Jeux olympiques, TPSGC utilise des pratiques écologiques dans toute la mesure du possible.

Le Ministère prend part à l'évaluation des impacts environnementaux des sites où auront lieu les Jeux. « Je suis impressionnée par les aspects environnementaux pris en

compte lors de la conception et de la construction des installations », a indiqué Katrina Johnston, une spécialiste principale en environnement qui participe aux évaluations des impacts environnementaux pour TPSGC.

Lorsqu'il doit faire l'achat de biens et de services pour les Jeux, le Ministère opte, dans la mesure du possible, pour des biens et des services écologiques, c'est-à-dire ceux qui ont une incidence moindre sur l'environnement. Par exemple, les entreprises de location de voiture qui offrent des véhicules à faibles émissions ou des véhicules hybrides seront privilégiées. De plus, en ce qui concerne les installations d'hébergement, le Ministère cherche notamment des endroits qui offrent un bon rapport qualité-prix et qui utilisent des pratiques écologiques.

En outre, TPSGC aide d'autres ministères et organismes fédéraux à effectuer des achats écologiques. TPSGC partage de l'information sur les pratiques d'achats écologiques avec un comité - lequel est présidé par Environnement Canada - composé de 13 ministères fédéraux impliqués dans les Jeux.

Réduire, réutiliser et recycler

Les principaux partenaires dans l'organisation des Jeux ont créé un Bureau du protocole conjoint. Plutôt que d'acheter que du mobilier neuf pour meubler les locaux de l'organisme, TPSGC a réutilisé le mobilier de plus de 40 postes de travail, lequel était destiné à l'aliénation.

« Le moment ne pouvait pas mieux tomber. Nos partenariats sont extrêmement utiles », a souligné Bill Cooley, gestionnaire de l'Unité de coordination des acquisitions pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010.

Le Ministère meuble le reste des locaux de ce bureau temporaire à l'aide d'autres biens excédentaires du gouvernement.

À la fin des Jeux, les biens excédentaires seront offerts sur Marché 2010, une base de données en ligne créée par TPSGC afin de recycler les biens de l'État et de ses partenaires pendant et après les Jeux. Visitez le site au <http://2010.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index.cfm?event=market.list>. Seuls les ministères et organismes fédéraux peuvent accéder à cette base de données. **FA**

La sécurité avant tout

La protection des biens les plus sensibles du pays et la sécurité des processus de passation des marchés publics représentent des tâches très importantes et fondamentales du gouvernement du Canada.

C'est là qu'entre en jeu le Secteur de la sécurité industrielle (SSI) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Dans le cadre de son mandat, le SSI veille à ce que les biens et les renseignements classifiés et hautement sensibles du gouvernement ainsi que les marchandises contrôlées soient adéquatement protégés par le secteur privé.

Le SSI est composé de deux activités principales : la sécurité des contrats et les marchandises contrôlées. Pour assurer la sécurité des contrats, des clauses relatives à la sécurité doivent exister dans les contrats de TPSGC, les entrepreneurs et leur personnel doivent détenir une cote de sécurité, les employés doivent avoir reçu une formation et les mesures de sécurité des entreprises doivent faire l'objet d'une vérification dans le cadre d'inspections de conformité régulières.

Le Programme des marchandises contrôlées exerce une surveillance semblable pour l'examen, la possession et le transfert de certaines marchandises contrôlées dans les entreprises canadiennes. Voici des exemples de marchandises contrôlées : les systèmes mondiaux de satellites de navigation, le matériel de conception et d'essai nucléaire, ainsi que les chars, les munitions et les aéronefs.

Actuellement, environ 10 000 entreprises se sont inscrites auprès du SSI. De ce nombre, quelque 2 800 entreprises sont inscrites pour la gestion des marchandises contrôlées.

Le SSI offre également des services d'enquête de sécurité sur le personnel aux organismes privés canadiens qui ont accès à des renseignements contractuels sensibles. Chaque année, le SSI traite plus de 128 000 enquêtes de sécurité et demandes d'attestation de sécurité.

« TPSGC contribue de manière importante à assurer la sécurité de la population canadienne », affirme Gerry Deneault, directeur général du SSI. « Nous améliorons continuellement nos services et nous mettons tout en œuvre pour axer davantage nos activités sur le service à la clientèle. »

Pour ce faire, le SSI a récemment lancé deux nouvelles initiatives afin de simplifier ses processus et de fournir à ses clients des services encore plus rapides et plus efficaces.

Projet pilote

Le SSI entreprend, dans l'ensemble du pays, des projets pilotes qui visent à accélérer le processus de collecte de renseignements nécessaires à l'inscription d'une entreprise.

La plupart des entreprises privées doivent obtenir un numéro d'entreprise – approvisionnement (NEA) de TPSGC pour pouvoir faire affaire avec celui-ci. Comme les renseignements recueillis pour l'obtention du NEA sont semblables aux exigences relatives à la sécurité des contrats, des projets pilotes sont entrepris pour déterminer si les renseignements visant le NEA peuvent y figurer.

« La rétroaction à l'égard de ce projet a été très positive », a déclaré Caroline Mockler, gestionnaire, Division des opérations de la sécurité industrielle. « Nous avons réussi à réduire nos délais de traitement, de 60 jours en moyenne à environ 12 jours. »

Service d'interrogation en direct

Le SSI a également mis en place le Service d'interrogation en direct. Grâce à cet outil qui permet de gagner du temps, les utilisateurs autorisés de TPSGC et du secteur privé vérifient et/ou confirment l'état des demandes d'enquête de sécurité ou d'attestation de sécurité à l'égard de leurs employés, sans avoir à communiquer avec le SSI directement.

Cela permet aux utilisateurs de s'assurer que toutes les exigences adéquates relatives à la sécurité sont en place avant de procéder à un appel d'offres ou d'exécuter un contrat.

« De plus, le service aide les clients à gérer leurs propres dossiers et à accéder à des renseignements à jour », précise Jennifer Green, chef des Initiatives de modernisation et d'harmonisation au SSI. « Il permet aux clients de produire des rapports personnalisés et d'avoir accès à des renseignements, comme les attestations de sécurité à mettre à jour. Auparavant, les clients de l'industrie devaient élaborer leurs propres outils pour assurer le suivi et le contrôle de ces renseignements. »

Ces nouvelles initiatives et l'amélioration continue des programmes du SSI aident à faire progresser un système déjà rigoureux et jouent un rôle important dans le renforcement du cadre national de sécurité du Canada.

Pour de plus amples renseignements sur le SSI, veuillez consulter le site suivant : <http://ssi-iss.tpsgc-pwgc.gc.ca> **FA**

TPSGC peut aider

Votre ministère ou organisme reçoit-il des demandes...

sur la façon dont le gouvernement se

procure ses produits et services?

Le portail en ligne Accès entreprises Canada donne des renseignements de base sur la façon dont le gouvernement achète ses produits et services, sur les personnes-ressources ainsi que sur la façon dont les entreprises peuvent trouver des possibilités d'affaires.

www.contratscanada.gc.ca
1-800-811-1148



Jupiter Images